

La Nouvelle République du Centre-Ouest, 24 novembre 2011

Page d'accueil > Actualité > Politique > Le Sénat autrement, selon son nouveau président

Jean-Pierre Bel

France / Monde
L'interview intégrale.

Le Sénat autrement, selon son nouveau président Jean-Pierre Bel

24/11/2011 09:06



Après quelque temps de réflexion, le premier président du Sénat socialiste a balayé l'actualité politique et annoncé les prochains changements qu'il entend apporter au Sénat. Entre économie et ouverture, une proposition de loi sur le vote des étrangers et l'organisation d'états généraux des collectivités territoriales...



Jean-Pierre Bel, le premier président socialiste du Sénat de la Ve République, a pris le temps de la réflexion avant de s'exprimer : "Il m'est imposé maintenant de faire fonctionner le Sénat dans la transition républicaine". - (nr, Olivier Pirot)

« Depuis le 1er octobre, j'ai choisi de me mettre en réserve médiatique », a expliqué Jean-Pierre Bel, président du Sénat, mercredi 23 novembre à Paris, au siège du SPQR (Syndicat de la presse quotidienne régionale) devant une quinzaine de journalistes. "Je ne vous cacherai pas que nous n'avions pas la certitude absolue que le Sénat bascule à gauche.

C'est un nouveau monde que j'ai découvert depuis le 1^{er} octobre. Il y a une grande différence avec ce que j'ai connu depuis treize ans que je suis sénateur de l'Ariège, l'un des départements les éloignés de la capitale, même si j'ai été l'animateur du groupe socialiste pendant sept ans au Sénat. Être président du Sénat, c'est un changement profond. "Le premier président socialiste du Sénat a ainsi voulu éviter "de parler très vite de tous les sujets", et approfondir un certain nombre de questions : "Il y a le temps de la réflexion, de l'information et de la concertation". **Deux mois et demi après, le moment est venu de parler.**

Les raisons de la victoire de la gauche

« On a parlé de bouleversement historique après le passage du Sénat à gauche et je pense que le mot se justifie. Il est important de comprendre pourquoi ce qui n'a pas été possible pendant un demi-siècle s'est produit. En essayant de sortir des lieux communs, quand on regarde la situation de nos territoires, il faut se dire qu'aujourd'hui encore, il règne dans notre pays, dans les collectivités territoriales où des centaines milliers de bénévoles font fonctionner la République, un profond malaise.

On a fait régner une logique de soupçons et les élus locaux se sont sentis mis en accusation lors de cette crise économique profonde, financière et sociale. Ils ont eu le sentiment qu'on faisait peser sur leurs épaules ce qui est en train de se passer et ça leur est devenu insupportable.